Enquête d'opinion visant à mesurer l'efficacité des actions mises en place dans le cadre des dispositifs de prévention

Conseil Général de Moselle

Auteur :

1 Rue du Pont Moreau
Bp 11096
57036 Metz
Voir le site internet
Gaëlle Erhart
gaelle.erhart@moselle.fr

Consulter la fiche sur OPTIGEDE

CONTEXTE

L'ADEME est très attachée à évaluer l'impact des programmes locaux de prévention des déchets. De plus, les territoires en programme étaient très demandeurs d'une étude à l'échelle du département permettant d'évaluer les actions mises en place mais également de pouvoir renseigner certains indicateurs de suivi des actions. Certains n'avaient de toute façon pas les moyens de faire une étude à leur échelle.

OBJECTIFS ET RESULTATS

Objectifs généraux

- Évaluer la sensibilité de la population et sa capacité d'implication dans la prévention des déchets, en produisant un référentiel réutilisable et transposable dans le temps.
- Analyser les comportements des citoyens mosellans, à la fois quantitativement afin d'avoir des éléments concrets, mais également qualitativement pour aller plus loin dans les résultats, afin d'analyser la politique de prévention du département et des EPCI porteurs de programmes, et de l'améliorer.

Résultats quantitatifs

- 79,5 % des mosellans ont déjà entendu parler de gestes ou d'actions qui permettent de réduire la quantité de déchets contre 88 % des français.
- Les 3 critères principaux d'achat sont la qualité, le prix, la santé.
- 38 % des mosellans boivent systématiquement l'eau du robinet contre 35 % qui n'en boivent jamais. Sur ce paramètre, il existe une corrélation par territoire.
- Les pratiques « anti-gaspi » sont corrélées à l'âge du répondant : un nouveau mode d'alimentation (passage d'une société de pénurie à une société d'abondance) adapté au changement de rythme de vie, des consommateurs toujours plus pressés et donc moins attentifs aux produits (péremption, organisation du réfrigérateur) tels sont les facteurs explicatifs des mutations générationnelles dans les comportements alimentaires.
- Il existe une corrélation entre la pratique et le type d'unité urbaine : le compostage est une pratique rurale.
- Près de 41 % des répondants concernés sont prêts à tester les couches lavables.
- Les meilleurs taux de connaissance et de pratique s'observent sur la gestion des déchets dangereux.

Résultats qualitatifs

Les points positifs :

- Une bonne image des actions menée par les communautés de communes
- Une connaissance et des bonnes pratiques très largement répandues autour des produits dangereux
- Un réel impact des campagnes de communication sur le taux de connaissance des citoyens
- Une demande d'informations autour du compostage, du Stop Pub, des emballages
- Des pratiques vertueuses autour du réemploi, de l'achat d'occasion et autour des couches lavables (pour les ménages les plus jeunes)
- Une marge de progression en termes de mobilisation des citoyens (compostage, réduction des emballages, etc...) et en termes de pratiques visant à réduire le sentiment de contrainte.

Les points négatifs :

- La prévention des déchets ne semble pas disposer d'un langage partagé : les gestes de tri sont cités en exemple de prévention
- Des pratiques mieux connues en milieu rural qu'en milieu urbain
- Des freins liés au manque de réflexe, la contrainte et le manque de connaissance et plus largement la vision d'une pratique comme somme de multiples petits gestes reposant sur l'implication du répondant.
- Un déficit de connaissance des 15-24 ans : attention à cette cible qui est le plus souvent prescriptrice auprès des « adultes »
- Une communication qui peut être renforcée, un manque de visibilité de certains dispositifs (Stop Pub).

MISE EN OEUVRE

Planning

- 17 juin au 8 juillet 2013 : **phase 1 d'élaboration** du plan d'échantillonnage et adaptation du questionnaire d'enquête national (cf. boite à outils Optigede).
- 8 juillet 2013 : réunion initiale de cadrage avec présentation du prestataire, rappel de la méthode et du calendrier. Durant cette réunion, le prestataire présente les améliorations qu'il juge nécessaire au questionnaire.
- 26 août au 24 septembre : **phase 2 de réalisation** des entretiens téléphoniques .
- 24 septembre : réunion intermédiaire avec présentation des premiers résultats bruts après les entretiens téléphoniques, synthèse globale, définition des données détaillées finales.
- 25 septembre au 15 octobre : **phase 3 d'analyse et synthèse** des entretiens et restitution des résultats.
- 15 octobre : réunion de restitution avec présentation et validation des résultats détaillés (résultats pour l'ensemble du département mais également pour chaque territoire) et des éléments de communication.

Moyens humains

L'élaboration et le suivi de la mission ont été réalisés par l'animatrice du plan de prévention.

- Adaptation du questionnaire proposé sur OPTIGEDE avec un travail en commun avec les animateurs de PLP - 2 réunions d'une demie-journée avec les animateurs de programmes et échanges avec l'ADEME ;
- Élaboration du cahier des charges - 1 jour de travail ;
- Passation du marché / analyse des offres - équivalent de 8 jours de travail ;
- Suivi de la mission - journée de présentation aux enquêteurs, suivi à distance, 3 réunions du comité de pilotage soit l'équivalent de 10 jour de travail.

Le prestataire disposait d'une équipe de 7 télé-enquêteurs dédiés.

Moyens financiers

Le marché a été passé selon une procédure adaptée. Il a été attribué à Quali Test (basé à Nancy).

Moyens techniques

Des moyens informatiques étaient prévus pour l'organisation des réunions du comité de pilotage.

Le prestataire disposait quant à lui d'une programmation CATI (Computer Assisted Telephone Interview), du logiciel DITEL et de 28 postes de travail pour les enquêteurs.

Partenaires mobilisés

Le cadrage de la mission a été assuré par un comité de pilotage comprenant des représentants :

- du Département (Direction de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire),
- de l'ADEME,
- des EPCI en charge d'un programme de prévention (réseau des animateurs de programmes de prévention de Moselle),
- du prestataire.

Pouvaient se joindre au comité de pilotage, toutes personnes expertes susceptibles d'apporter des éléments à la réflexion et notamment les deux thésards sur les changements de comportement à l'Université de Lorraine. Ce comité avait pour rôle de suivre et de valider les différentes phases de l'étude.

VALORISATION DE CETTE EXPERIENCE

Facteurs de réussites

Cette étude est reproductible. Quelle que soit la taille de la population considérée, un échantillon de 1 000 enquêtes semble acceptable pour un pourcentage de marge d'erreur d'environ 3 % ; c'est le cas pour l'étude mosellane. Dans la commande, il était stipulé que les résultats devaient également être représentatifs à l'échelle des sous-territoires en programmes. Compte-tenu de la marge d'erreur (de l'ordre de 10 %), ces résultats sont donnés à titre indicatifs.

L'objectif est bien de renouveler cette enquête dans quelques années pour évaluer l'impact des politiques de prévention des déchets menées par le conseil général et les collectivités.

Difficultés rencontrées

Le questionnaire a été élaboré conjointement avec le réseau des animateurs de programmes prévention de Meurthe-et-Moselle, le conseil général 54 réalisant lui aussi une enquête dans le cadre de son plan. La comparaison des résultats des 2 enquêtes a été présentée lors de la journée technique régionale de l'ADEME Lorraine : document à télécharger en suivant le lien.

Les instituts de sondage n'ont pas forcément l'habitude de recevoir un questionnaire déjà élaboré. De plus, lors de la journée de « briefing » des enquêteurs, ceux-ci ont déclaré être satisfaits de pouvoir enquêter sur un sujet d'utilité publique à but non lucratif !

Recommandations éventuelles

Pour une représentativité par sous-territoire, prévoir suffisamment de foyers enquêtés car si la marge d'erreur est plus grande que l'écart observé entre 2 enquêtes, il sera délicat d'en tirer des conclusions.

La journée de « briefing » des enquêteurs est INDISPENSABLE afin de replacer l'étude dans le contexte de la prévention, parler le même langage et expliciter certains concepts aux enquêteurs (différence tri / prévention).

Mots clés

PREVENTION DES DECHETS | MENAGE

Dernière actualisation

Juin 2014
Fiche réalisée sur le site optigede.ademe.fr
sous la responsabilité de son auteur

Contact ADEME

Julien RUARO
julien.ruaro@ademe.fr
Direction régionale Grand Est